

Euro : l’herbe est-elle plus verte ailleurs ?

Par Laurent Abraham et [Jean-Baptiste Gossé](#) (Banque de France)

A vingt ans, l’euro bénéficie d’un soutien remarquablement élevé. Toutefois, un paradoxe existe dans l’opinion : chaque État semble considérer que la monnaie unique bénéficie plus aux autres pays. L’amélioration du fonctionnement des institutions nationales et européennes pourrait réduire ce paradoxe et renforcer l’attachement à l’euro.



Graphique 1 : Des bénéfices de l’euro davantage perçus au niveau européen qu’au niveau national.

Source : Eurobaromètre Flash.

Note : Écart moyen entre les bienfaits perçus de l’euro pour l’Union et pour le pays, 2011-2018, hors Lettonie et Lituanie du fait de la période étudiée. Plus le vert est foncé, plus cet écart est marqué.

En novembre 2018, 75 % des citoyens de la zone euro se prononçaient en faveur d’une « Union économique et monétaire avec une seule monnaie, l’euro » dans le cadre d’un sondage Eurobaromètre. Il s’agit du plus haut niveau de soutien des citoyens à la monnaie unique depuis que celle-ci existe. Le niveau d’approbation est particulièrement élevé parmi

les derniers entrants (États baltes et Slovaquie) et la France affiche un soutien proche du niveau moyen européen à 72%.

Le sentiment de « l'herbe plus verte ailleurs »

Pourtant, les enquêtes d'opinion font apparaître un étrange paradoxe : dans chaque pays de la zone euro, le nombre de personnes sondées considérant que l'euro a été bénéfique pour l'ensemble de l'Union est supérieur à celui des personnes considérant qu'il a été bénéfique pour leur propre pays. Ainsi, il existerait dans chaque pays un sentiment que « l'herbe est plus verte ailleurs », ce qui pourrait s'expliquer par la perception d'un potentiel au niveau européen insuffisamment exploité au niveau national.

Au sein de la zone euro, ce paradoxe est observé par le biais de l'*Eurobaromètre Flash* publié annuellement par la Commission européenne et comportant deux indicateurs de soutien à la monnaie unique. Ceux-ci mesurent la perception par les citoyens des bienfaits de l'euro, d'une part, pour l'Union européenne dans son ensemble (« indicateur UE »), et d'autre part, pour le pays de l'individu interrogé (« indicateur pays »).

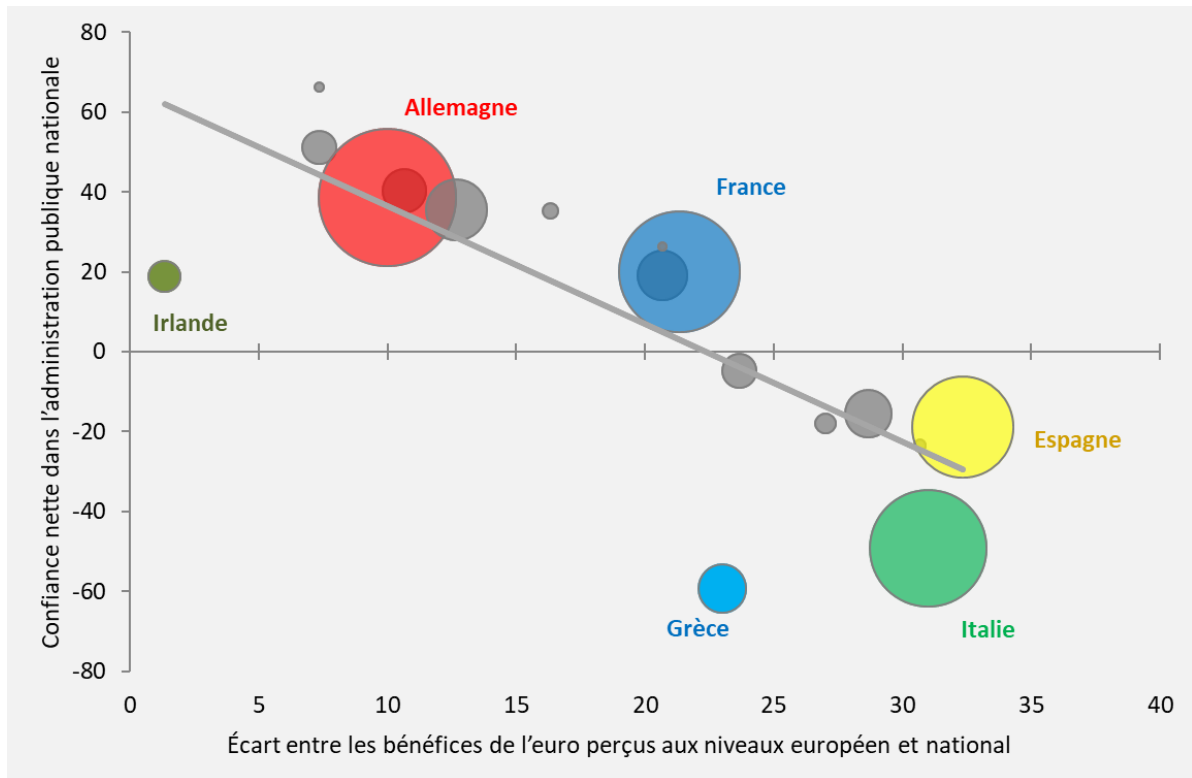
Lorsque « l'indicateur UE » est supérieur à « l'indicateur pays », une plus grande part de la population sondée perçoit des bénéfices de l'euro pour l'ensemble de l'Union. Autrement dit, elle considère que « l'herbe est plus verte ailleurs ».

Ce sentiment est moins prononcé lorsque la confiance dans les institutions nationales est élevée

Dans la dernière enquête 2018, il apparaît une nouvelle fois que tous les États membres de la zone euro sont concernés par ce paradoxe. Toutefois, comme le montre le Graphique 1, ce sentiment est plus ou moins partagé selon le pays. Schématiquement, il est moins répandu dans les pays du Nord de la zone euro que dans ceux du Sud. La Grèce fait toutefois exception en affichant des niveaux plus proches de ceux des pays aux résultats intermédiaires comme la France ou la Belgique.

Parmi les facteurs pouvant expliquer l'ampleur du décalage entre les gains de l'euro perçus aux niveaux européen et national par les citoyens d'un même pays, le sondage *Eurobaromètre* permet d'éclairer le rôle éventuel des institutions nationales. Le graphique 2 montre que le sentiment que « l'herbe est plus verte ailleurs » est inversement proportionnel à la confiance nette dans l'administration publique nationale.

Cette relation pourrait s'expliquer par le fait que la qualité des institutions nationales tend à modifier les performances sur longue période des pays européens, notamment en termes d'activité réelle ([Masuch, Moshhammer et Pierluigi](#), 2016). Ainsi, dans certains pays de la zone euro (cf. graphique 2), les difficultés institutionnelles ne permettent pas aux citoyens de s'approprier pleinement les bénéfices de l'euro. Une amélioration du fonctionnement des institutions nationales pourrait alors contribuer à renforcer les bénéfices de l'adoption de la monnaie unique.

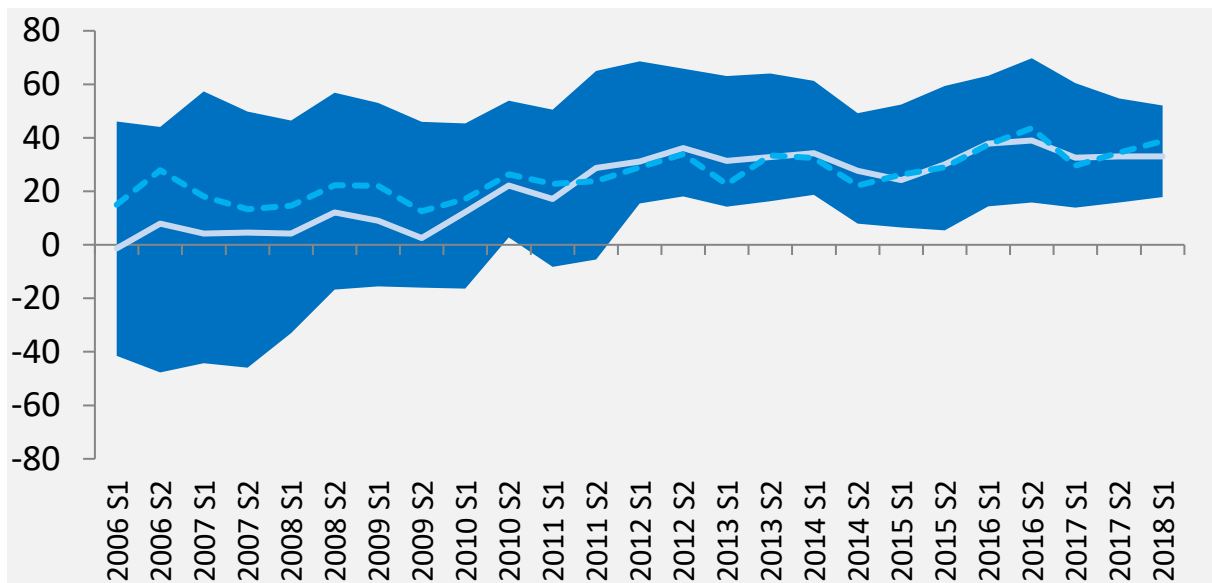


Graphique 2 : Le sentiment que « l'herbe est plus verte ailleurs » semble lié à la confiance dans l'administration nationale.

Sources : Eurobaromètres Standard et Flash. Moyennes sur 2016-2018. La taille des bulles indique la population des pays.

Le soutien à la monnaie unique dépasse de plus en plus le soutien à l'Union européenne seule

Les indicateurs de l'*Eurobaromètre Standard* permettent de faire apparaître un second résultat. Les citoyens de la zone euro sont de plus en plus attachés à l'UEM (« opinions favorables » moins « opinions défavorables ») à une UEM avec une seule monnaie, l'euro, comparativement à l'UE (part des sondés ayant une « image positive » moins part des sondés ayant une « image négative » de l'UE). Une hypothèse explicative serait que les Européens perçoivent de façon plus concrète et directe les avancées permises par l'euro et ses institutions.



Graphique 3 : La préférence nette pour l'UEM progresse.

Source : Eurobaromètre Standard.

Note : Différence entre soutien net à l'UEM et mesure de l'image de l'UE. France en pointillés, moyenne pondérée de la ZE en ligne pleine. En bleu, intervalle entre minimum et maximum, hors Lettonie et Lituanie.

Les réformes engagées pour améliorer la gouvernance économique de la zone euro (par exemple, la mise en place du Mécanisme européen de stabilité ou des Mécanismes de supervision et de résolution uniques), et l'action de la BCE dans un contexte de crise, semblent avoir contribué à renforcer le soutien des citoyens européens pour l'UEM. En effet, on observe que le niveau moyen de cette préférence relative s'est élevé d'environ 30 points par rapport à son niveau pré-crise. L'approfondissement de l'UEM, loin de conduire à un rejet de l'opinion, semble au contraire avoir été accompagné d'une nette hausse du soutien relatif (par rapport à l'UE) et absolu – passant de 65% d'opinions favorables en 2010 à 75% en 2018.

L'amélioration de l'efficacité des institutions nationales et la poursuite de politiques européennes favorisant la stabilisation et la convergence pourraient ainsi contribuer à augmenter encore le soutien des Européens à la monnaie unique. Cette observation est appuyée par un autre indicateur de l'*Eurobaromètre Flash* : en 2018, 69 % des citoyens de la zone euro se prononçaient en faveur d'une augmentation de la coordination économique au sein de l'UEM.